

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Droite défaite, gauche majoritaire

S'unir et se mobiliser pour réaliser le changement

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : mercredi 20 juin 2012

Démocratie & Socialisme

Une longue séquence électorale s'est achevée dimanche soir 17 juin. Il y avait trois enjeux aux élections de 2012 : chasser Sarkozy et la majorité UMP, constituer une majorité de gauche et enfin engager une autre politique conforme aux attentes sociales, citoyennes, démocratiques.

Le Parti Socialiste est maintenant majoritaire à l'Assemblée. Après les régions et les départements, après le Sénat et l'Élysée, tous les leviers politiques sont désormais à la disposition du changement.

Avec les Verts et le Front de Gauche, une large coalition existe pour répondre aux exigences sociales, s'attaquer au monde de la finance, réorienter l'Europe.

Chasser Sarkozy et l'UMP c'est fait !

La défaite de l'UMP aux législatives amplifie la défaite de Sarkozy. Elle n'est pas qu'une défaite électorale, elle est aussi un coup d'arrêt à une dérive politique ultra droite mettant en cause les principes démocratiques de justice et d'égalité, déconstruisant les acquis du CNR, flirtant avec les thèses du Front National sur l'identité nationale, la sécurité. Ce coup d'arrêt s'exprime, en particulier, avec la raclée de la Droite populaire, la plus proche du FN. On ne peut que se réjouir de la défaite d'Alliot-Marie, la bonne amie de Ben Ali. Tout autant que de la défaite de Morano se reconnaissant dans les mêmes valeurs que les électeurs du Front National. Cette défaite ébranle déjà la droite qui s'interroge sur ses positionnements, sur la droitisation de sa campagne.

La forte abstention aux législatives oblige à s'interroger sur les réformes institutionnelles nécessaires depuis la mauvaise idée d'inverser le calendrier des législatives et de la présidentielle. Elle nécessite aussi de redonner confiance et crédit dans l'action politique comme outil permettant de changer la vie.

Certes, il y a les 13 % de voix du Front National et ses 2 élus qui entrent à l'Assemblée nationale. Réduire cette influence, c'est d'abord prendre des mesures qui répondent aux angoisses sur l'emploi, les salaires, la santé. Mais réjouissons-nous de la défaite de Marine Le Pen car c'est un frein mis à sa campagne dite de dédramatisation.

L'enjeu était bien la défaite de la droite et non un combat singulier contre un Front National en embuscade.

Une majorité de gauche, sans alliance au centre, s'impose.

Constituer une majorité de gauche, c'était le second enjeu. Le Parti Socialiste a désormais les moyens de gouverner sans subir les appels à s'allier avec le « centre » qui empoisonnaient tant de débats il y a encore quelques temps.

Les responsabilités du PS et de toute la gauche sont grandes car si le changement n'était pas au rendez-vous, plus dur serait le retour d'une droite revancharde avec le FN dans ses bagages.

Répondre aux attentes sociales.

Prendre les mesures sur les salaires (avec un coup de pouce conséquent sur le SMIC), les retraites, le pouvoir d'achat, c'est nécessaire pour répondre à l'urgence. C'est aussi une nécessité politique. En répondant aux attentes sociales, c'est le soutien populaire à la majorité qui est gagné. Et cette mobilisation est indispensable pour affronter le monde de la finance.

Car le pouvoir économique reste aux mains des capitalistes. Pour s'opposer aux marchés financiers, aux gouvernements de droite majoritaires aujourd'hui dans l'UE et ne plus subir la domination des banques et autres spéculateurs financiers comme François Hollande s'y est engagé, il faut s'assurer du soutien populaire.

Ces exigences justifient un front de toute la gauche, un gouvernement PS/FdG/EELV sur la base d'un accord politique. Ne pas s'engager dans cette voie serait une erreur. Car une gauche unie autour d'un programme commun renforcerait le soutien populaire dans la durée, et serait un signe fort face aux pressions des droites européennes et des spéculateurs financiers.

Au-delà des positions affichées, il faut ouvrir le débat. Le peuple de gauche a besoin d'un programme commun publiquement discuté entre ses partis pour se mobiliser et peser. Il ne s'agit pas de s'unir pour s'unir, mais bien d'exprimer une volonté commune de réorientation de l'Europe et de réponse aux attentes sociales.

Le troisième enjeu de la séquence électorale est devant nous.

Il faut la mobilisation du gouvernement, de l'Assemblée et de toute la société pour prendre les mesures sociales, économiques qu'exigent tant les souffrances du monde du travail que la mise au pas indispensable du monde de la finance.